

L'emploi informel dans les pays en développement : une normalité indépassable ?

L'emploi informel est-il normal ?

Pourquoi travailler dans le secteur informel ?

Quels sont les problèmes associés au travail non déclaré ?

L'emploi informel est-il lié à la pauvreté ?

Comment s'attaquer aux défis posés par l'emploi informel ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

Introduction

La crise financière et économique qui a débuté en 2008 a de profondes répercussions sur l'emploi partout dans le monde. On peut s'attendre à ce que le ralentissement de l'activité économique provoque une hausse du chômage, réduise la mobilité de la main-d'œuvre au niveau international et fasse augmenter l'emploi informel. Ces évolutions auront des conséquences critiques pour les niveaux de pauvreté et les distributions des revenus.

Par emploi informel, on entend les emplois ou activités dans la production et la commercialisation de biens et services licites qui ne sont pas enregistrés ou protégés par l'État. Les travailleurs informels sont privés des prestations de sécurité sociale et de la protection offerte par les contrats de travail formels. La majorité d'entre eux ne peut accéder aux meilleurs emplois peu nombreux qu'offre le secteur formel. D'autres choisissent de sortir du système formel. À leurs yeux, les économies qu'ils réalisent en exerçant une activité entièrement ou partiellement non déclarée – pas de cotisations de sécurité sociale, pas d'impôts, pas de réglementations contraignantes du travail, et plus de liberté pour les activités des entreprises – l'emportent sur les avantages découlant du fait d'être enregistré et de respecter la réglementation. La prévalence de l'emploi informel dans les pays en développement est frappante. Même avant la crise actuelle, plus de la moitié des emplois non agricoles dans ces pays pouvaient être considérés comme informels.

La part des activités liées à l'emploi informel tend à augmenter en période de crise économique, car le travail informel peut constituer une sécurité pour les personnes mises à pied dans le secteur formel. Bien qu'il offre une solution de repli pour gagner sa vie, l'emploi informel a un coût. Tout d'abord, le travail informel est précaire. En période de crise, les travailleurs informels risquent de voir baisser leurs salaires par suite de l'afflux de travailleurs licenciés venant du secteur formel et d'immigrants rentrant dans leur pays. Ils sont aussi les premiers à perdre leur emploi. En second lieu, l'accroissement potentiel de l'emploi informel les piège dans une situation vulnérable. L'absence de protection sociale formelle en cas de problèmes de santé et face aux risques professionnels et la non-protection des droits des travailleurs exposent de nombreux travailleurs informels à un risque de pauvreté plus élevé que ce ne devrait être le cas et pourraient faire sensiblement augmenter les niveaux de pauvreté.

La présente Synthèse examine le phénomène de l'emploi informel et son impact sur les individus et la société, en particulier dans le contexte d'une récession économique mondiale. ■

L'emploi informel est-il normal ?

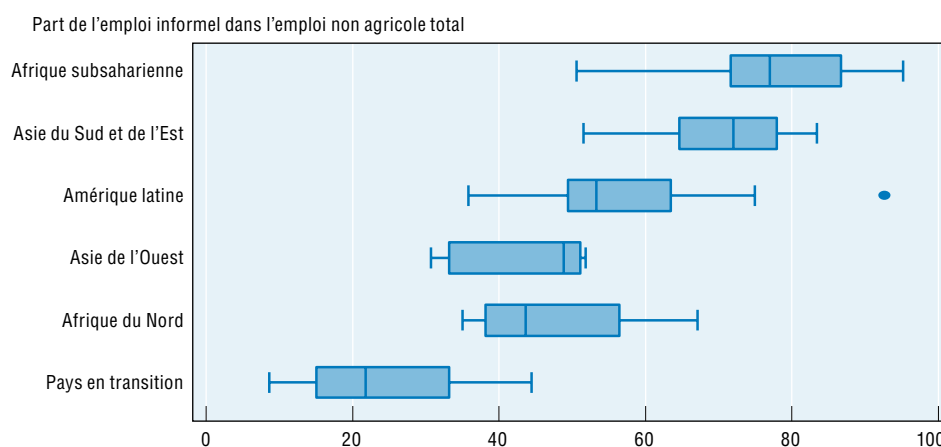
L'emploi informel est la norme, et non l'exception, dans de nombreuses régions du monde. Ainsi, plus de la moitié de tous les emplois dans les secteurs autres que l'agriculture des pays en développement – plus de 900 millions de travailleurs – peuvent être considérés comme informels. Si l'on inclut les travailleurs agricoles des pays en développement, cette estimation est proche de deux milliards. Le travail non déclaré est donc une réalité pour les deux tiers de la population active mondiale. Dans certaines régions, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, plus de 80 % des emplois non agricoles sont informels. De surcroît, la majorité des emplois agricoles sont informels eux aussi, notamment ceux des agriculteurs indépendants ainsi que de la grande majorité des travailleurs journaliers et occasionnels.

Lorsque l'existence de l'emploi informel a été admise pour la première fois dans les années 70, le débat sur ce sujet s'est focalisé sur un petit groupe de pays à faible revenu. Des institutions publiques inefficaces, des procédures d'enregistrement compliquées et une défiance généralisée à l'égard des pouvoirs publics – autant de facteurs qui favorisent la création d'un marché en dehors des structures formelles d'un pays – passaient pour des signes incontestables de sous-développement. On présume souvent que ces facteurs, et donc l'emploi informel, disparaîtront pendant le processus de développement économique.

La réalité ne justifie pas un tel optimisme. Le travail informel est de plus en plus la norme, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, et il n'est pas négligeable même dans certains pays à revenu élevé. Dans certains cas, la part des emplois exercés en dehors des structures formelles d'un pays peut représenter plus de la moitié de tous les emplois non agricoles, et elle peut atteindre 90 % si on y inclut les emplois agricoles. La prévalence de l'emploi informel a marqué le pas, voire a augmenté, malgré la croissance économique. En Asie du Sud-Est et en Amérique latine, la croissance économique de ces vingt dernières années s'est accompagnée en moyenne d'une hausse, et non d'une baisse, des taux d'emploi informel.

Graphique 1.

PART DE L'EMPLOI INFORMEL DANS L'EMPLOI NON AGRICOLE TOTAL



Note : Ce diagramme en boîte à moustaches montre dans quelle fourchette se situe l'emploi informel mesuré en proportion de l'emploi non agricole total par région, sur la base des observations les plus récentes disponibles pour chaque pays. Les bords de chaque boîte correspondent aux quartiles supérieur et inférieur, la ligne verticale à l'intérieur indiquant la valeur médiane pour chaque région. Les « moustaches » en dehors de la boîte indiquent les valeurs adjacentes supérieure et inférieure des données. La valeur atypique en Amérique latine correspond à Haïti.

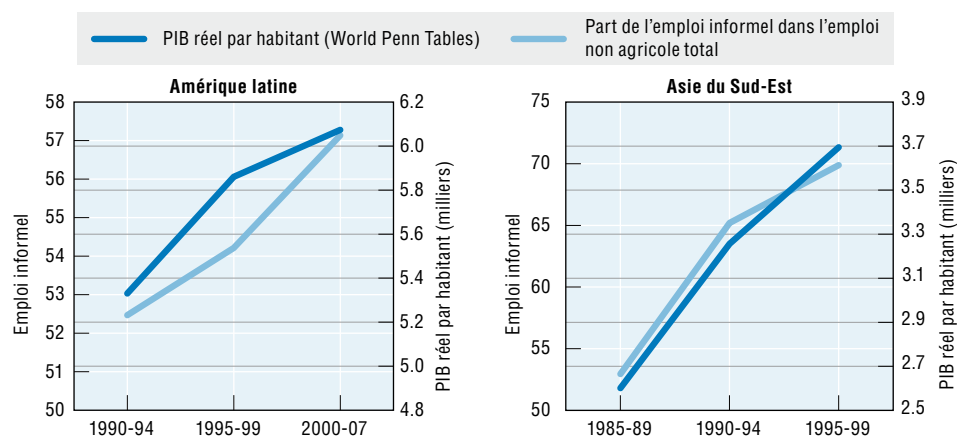
La plupart des travailleurs informels dans les pays en développement sont indépendants et ils travaillent à leur compte ou possèdent et gèrent de très petites entreprises. Le travail non déclaré est souvent un moyen d'abaisser les coûts de main-d'œuvre. Du fait que la concurrence internationale s'intensifie et que l'environnement des entreprises devient trop coûteux, il se peut que certaines protections statutaires des travailleurs dans le secteur formel, notamment dans certains pays de l'OCDE, commencent à être grignotées, créant ainsi de fait une main d'œuvre informelle. Par exemple, dans ce que l'on appelle désormais le faux travail indépendant, les individus louent leurs services chaque jour au même employeur – volontairement ou non – et travaillent donc comme sous-traitants indépendants afin de contourner les obligations légales découlant d'une relation de travail normale. ■

Pourquoi travailler dans le secteur informel ?

Il existe divers types d'emploi informel, ce qui complique l'évaluation de ce phénomène complexe. Les niveaux d'emploi informel varient considérablement selon les pays, les taux les plus élevés étant enregistrés en Afrique subsaharienne, où près de 80 % de toutes les personnes occupées travaillent dans le secteur informel, puis en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

Une personne peut travailler dans le secteur informel soit parce qu'elle n'a pas accès aux emplois formels, soit parce qu'elle a volontairement choisi de quitter les structures formelles. Dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, par exemple, les incitations structurelles poussent les individus et les entreprises à sortir du secteur formel. En Amérique latine, les travailleurs occupant des emplois formels sont souvent tenus de cotiser pour des prestations obligatoires groupées, même s'ils ne veulent pas de certaines d'entre elles. De la même manière, de nombreuses entreprises choisissent de sortir du secteur formel car l'inefficacité des procédures d'enregistrement des entreprises et de gestion de la sécurité sociale fait augmenter leurs coûts si elles restent dans l'économie formelle.

Graphique 2.
L'EMPLOI INFORMEL ET LE PIB EN AMÉRIQUE LATINE ET EN ASIE DU SUD-EST



Source : Basé sur les moyennes non pondérées des pays, extrait de *L'emploi informel dans les pays en développement : Une normalité indépassable ?*, OCDE, 2009.

Le développement économique contribue aussi de manière importante à déterminer la prévalence de l'emploi informel. Les périodes d'expansion économique rapide coïncident souvent avec une forte progression du travail informel. Le développement économique durable peut cependant aider à faire baisser les niveaux d'emploi informel. Une hausse prolongée du revenu par habitant, par exemple, va manifestement de pair avec une baisse des niveaux d'emploi informel.

Mais l'emploi informel n'est pas qu'un trait du sous-développement qui freine la croissance économique. Dans certains pays, il est possible que le recours aux circuits informels ait eu effectivement des retombées positives sur le développement économique. Si la pesanteur des procédures d'enregistrement et d'autres formalités administratives entrave la création d'entreprises dans le secteur formel, par exemple, les conditions de l'activité informelle peuvent encourager l'esprit d'entreprise. On en trouve un bon exemple en Afrique du Sud, où des entrepreneurs, en contournant les structures formelles, telles que concessions de trajets, obligations découlant des licences et règlements en matière de sécurité, ont créé des services de transport en minibus générant un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars.

Dans d'autres cas, c'est plus par nécessité qu'à la suite d'un choix délibéré que l'on entre dans le secteur informel. Pour beaucoup de personnes, l'emploi informel est une stratégie importante pour gagner sa vie et il contribue de façon décisive à atténuer la pauvreté et la dureté des conditions de vie. D'un autre côté, il les prive de protection sociale adéquate et les piège dans des emplois non productifs et précaires. En l'occurrence, l'absence de structures formelles explique le retard pris en matière de développement économique et n'est pas la solution pour y remédier. ■

Quels sont les problèmes associés au travail non déclaré ?

L'emploi informel est le seul moyen de subsistance de nombreuses personnes, mais le travail non déclaré est lourd de conséquences que ce soit au niveau individuel ou à celui de la société. Abstraction faite des niveaux de rémunération, l'emploi informel rend les droits fondamentaux vulnérables et difficiles à défendre. Il peut de ce fait être un important facteur de pauvreté dans d'autres dimensions que le revenu. La plupart des personnes exerçant une activité non déclarée ne sont pas suffisamment protégées contre les risques divers auxquels elles sont exposées : maladie ou problèmes de santé, conditions de travail dangereuses et perte éventuelle de gains. C'est particulièrement important pour les pauvres, dont le travail est de loin le bien le plus précieux.

Pour la société dans son ensemble, l'omniprésence de l'emploi informel fait que l'État est incapable de garantir aux travailleurs des conditions de travail équitables, notamment une durée de travail et une réglementation en matière de sécurité appropriées, ainsi qu'une juste rémunération. La persistance de niveaux d'emploi informel élevés réduit les recettes fiscales et la capacité à mettre en place des systèmes de sécurité sociale basés sur l'impôt et les contributions. Elle implique également une mauvaise utilisation des ressources humaines disponibles car les emplois informels sont censés être corrélés à une perte d'efficacité et de productivité.

De plus, la taille et la composition du secteur informel influe sur le schéma de croissance de l'économie. Les avis divergent sur le point de savoir si l'emploi informel constitue ou non un frein à la productivité ou s'il pourrait, du moins temporairement, tirer la croissance. Ainsi, de nombreux observateurs font valoir

qu'un niveau élevé d'emploi informel est susceptible de réduire la compétitivité d'une économie, car les entreprises informelles préfèrent ne pas trop se développer, ont un accès plus limité aux moyens de production et ne peuvent pas nouer des relations d'affaires formelles, autant de facteurs qui limitent leur productivité. D'autres soulignent que dans les économies émergentes, comme la Chine, l'emploi informel apporte la flexibilité nécessaire pour créer des entreprises innovantes qui stimulent la croissance. Quelle que soit la validité de ces deux points de vue divergents – petites entreprises ayant une faible productivité ou entreprises innovantes disposant d'une grande flexibilité – on s'accorde à reconnaître que l'emploi informel est une question importante à laquelle les responsables des politiques doivent apporter des réponses. ■

L'emploi informel est-il lié à la pauvreté ?

En dépit de l'importance croissante qu'il revêt même dans certains pays de l'OCDE, l'emploi informel demeure un problème épineux pour les pays en développement. Le travail est pratiquement le seul moyen de survie de la majorité du 1.7 milliard de pauvres qui vivent avec moins de deux dollars par jour, ce qui montre bien à quel point l'emploi est important pour la réduction de la pauvreté et pour le développement économique.

La pénurie générale d'emplois formels et la couverture et l'efficacité limitées des systèmes de sécurité sociale font que les personnes démunies doivent souvent exercer n'importe quelle activité simplement pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les travailleurs licenciés doivent souvent accepter le premier emploi disponible, même s'il est moins intéressant que celui qu'ils viennent de perdre.

Certains groupes, les jeunes et les femmes par exemple, exigent une attention particulière, car ils sont surreprésentés parmi les travailleurs informels. La proportion de femmes dans les formes les plus vulnérables d'emploi informel semble disproportionnée. Jusqu'à une date récente, les chercheurs et les décideurs s'intéressaient principalement aux disparités entre les sexes dans la participation au marché du travail et aux obstacles auxquels les femmes se heurtent dans l'emploi. Cet aspect garde certes toute sa pertinence, mais il convient de prendre en compte un autre aspect des résultats au regard du marché du travail : les disparités entre hommes et femmes dans la qualité des emplois et l'inégalité d'accès à des emplois intéressants, sûrs et bien rémunérés. Il est primordial de comprendre pourquoi les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel pour formuler des politiques plus efficaces qui permettent à la population active d'un pays, notamment aux femmes, de se consacrer à des activités productives.

Bien que l'emploi informel soit très répandu dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ce n'est pas un socle valable pour un développement sain et durable. Toutefois, faire disparaître purement et simplement les microentreprises ou le travail salarié informel n'est pas une solution viable. Au contraire, de telles mesures, qui auraient des coûts sociaux considérables, compromettraient gravement l'équilibre des dépenses publiques. ■

Comment s'attaquer aux défis posés par l'emploi informel ?

Même si l'emploi informel peut amortir les chocs en période de crise économique, il ne peut se substituer à des politiques qui luttent contre le risque accru de pauvreté pendant la récession actuelle. Le travail informel ouvre effectivement des perspectives d'emploi temporaires, mais si le niveau de l'emploi informel devait augmenter, ce ne serait pas une bonne nouvelle pour les pays en développement. Étant donné qu'il va de pair avec des emplois médiocres et

très précaires et une protection sociale insuffisante, le développement du secteur informel dans un pays pourrait très bien s'accompagner d'une hausse substantielle du niveau de pauvreté dans ce pays.

En tout état de cause, on peut s'attendre à ce que l'emploi informel influe sur les marchés du travail au cours des prochaines années. Les gouvernements devraient admettre cette réalité et intégrer cette équation dans leurs politiques. Nombre des réformes conduites dans le passé n'ont pas donné de résultats satisfaisants, principalement parce qu'elles n'étaient pas spécifiquement axées sur les différents types d'emploi informel qui existent. Il importe de trouver le juste équilibre entre l'objectif consistant à garantir une protection sociale à ceux qui sont exclus des structures formelles et celui consistant à encourager ceux qui ont choisi volontairement de quitter le secteur formel à y revenir. Les interventions devraient avoir pour but essentiel de proposer des emplois qui sont plus productifs et d'offrir une protection sociale adéquate.

Les recommandations d'action traditionnelles ont toujours leur place dans la combinaison de mesures nécessaires. La stabilité macroéconomique, des mesures structurelles visant à créer des emplois formels et à faciliter la mobilité et des mesures de lutte contre la pauvreté garantissant la gestion des risques et la protection sociale des personnes démunies sont souhaitables. Mais on ne peut se contenter du *statu quo*. Pour coupler l'emploi, la croissance et la lutte contre la pauvreté, il faut aussi proposer des outils permettant de réduire les risques pour les travailleurs informels menacés par la pauvreté et faciliter la mobilité entre l'emploi formel et l'emploi informel.

La première chose à faire pour faire baisser les niveaux de l'emploi informel est de rendre plus attractif le travail dans le secteur formel. Ceux qui ont choisi de quitter ce secteur doivent être incités à y revenir. Il faudrait lier les avantages aux contributions sociales, tandis qu'il faudrait simplifier les procédures administratives, comme l'enregistrement des entreprises et des travailleurs. Indépendamment des mesures d'incitation positives, pour réduire l'emploi informel il faut aussi renforcer les mécanismes d'application de la réglementation. Les politiques doivent cependant s'attaquer à la situation de ceux qui n'ont pas d'autre choix que de travailler dans le secteur informel. L'approche adoptée pour ces personnes doit être différente de celle visant les personnes qui sortent volontairement du secteur formel. Les programmes de réduction de la pauvreté peuvent venir en aide à ceux dont les options pour entrer sur le marché du travail sont limitées. Une réduction durable de la pauvreté exige aussi des interventions pour accroître la capacité de gain des travailleurs informels.

Il faut de toute urgence s'efforcer de mieux comprendre la complexité de l'emploi informel et adopter une approche plus nuancée pour répondre aux besoins spécifiques des travailleurs informels. L'emploi informel recouvre différents phénomènes qui exigent des démarches distinctes. Il est essentiel dans un premier temps de recenser les types d'emploi informel existant dans chaque pays. Une stratégie en trois volets peut alors être adaptée à la situation spécifique de ce pays :

1. Pour les pauvres à travers le monde, le travail non déclaré est souvent le seul moyen de participer au marché du travail. Les politiques devraient donc avoir pour but de faire sortir ces personnes des activités peu productives dans lesquelles elles sont cantonnées, de leur donner les moyens de devenir plus productives et de leur offrir des possibilités de progresser sur l'échelle sociale. Parmi les mesures spécialement recommandées figurent notamment des politiques actives du

marché du travail, par exemple des programmes de formation et d'amélioration des compétences, qui rouvrent les portes du secteur formel.

2. Si l'emploi informel a été choisi délibérément pour éviter les impôts ou les charges administratives, les pouvoirs publics devraient chercher à mettre en place des structures formelles efficaces qui encouragent les individus à entrer sur le marché formel ou à y revenir. Les pays devraient s'efforcer de mettre en place des structures formelles capables d'offrir un degré de flexibilité et d'efficacité équivalent, ou supérieur, à celui que les circuits formels peuvent offrir. Ainsi, les travailleurs du secteur informel, qui ont souvent un fort potentiel d'innovation et de croissance, peuvent contribuer plus efficacement à la compétitivité générale d'un pays. Pour cibler ceux qui sortent volontairement du secteur formel, il faut également mettre en place des mécanismes d'application de la réglementation crédibles. Il faut donc consacrer plus de ressources aux inspections du travail, par exemple, qui aideront à repérer les contrevenants et à faire mieux respecter les règles et les réglementations du pays.
3. Dans nombre de pays à faible revenu, l'emploi informel est principalement la conséquence d'une création insuffisante d'emplois dans l'économie formelle. Les niveaux d'emploi à travers le monde ont suivi dans une large mesure la croissance des populations d'âge actif, mais il faut généralement s'efforcer de développer les possibilités d'emploi dans le secteur formel. Les pouvoirs publics devraient aider les petites entreprises à se conformer aux obligations formelles et encourager les grandes sociétés à créer des possibilités d'emploi formel.

Des politiques ciblées peuvent largement contribuer à faire baisser le niveau de l'emploi informel dans un pays, mais elles ne sauraient remplacer la confiance. Un secteur informel prospère est, avant tout, l'expression d'un manque de confiance dans les institutions publiques, une perception négative du rôle de l'État et une méconnaissance des avantages découlant de la sécurité sociale. Il atteste fondamentalement de la rupture du contrat social. Pour restaurer ce contrat, il faut faire évoluer les attitudes et les mentalités. Des politiques plus novatrices, comme des campagnes d'information sur les avantages du travail formel et les risques de l'emploi informel, peuvent induire ce genre d'évolution. ■

**Pour plus
d'informations**

Pour de plus amples informations concernant cette Synthèse, contacter :
Johannes Jütting, e-mail : johannes.jutting@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 87 25; ou
Juan de Laiglesia, e-mail : juan.delaislesia@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 93 82.



Références

Jütting, J. et Laiglesia, J. R. De (2009), **L'emploi informel dans les pays en développement : une normalité indépassable ?**, Centre de développement de l'OCDE, ISBN 978-92-64-05925-2, € 24, 175 pages.

Jütting, J., Parlevliet, J. et Xenogiani, T. (2008), **Informal Employment – Reloaded**, *IDS Bulletin*, vol. 39, pp. 28-37.

OCDE (2008), **Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2008**, ISBN 978-92-64-046324-0, € 80, 368 pages.

OCDE (2007), Études du Centre de développement : **Informal Institutions: How Social Norms Help or Hinder Development**, ISBN 978-92-64-03906-3, € 35, 174 pages.

OCDE (2008), **Report on Informal Employment in Romania**, Document de travail n° 271.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail : berlin.centre@oecd.org
Internet : www.oecd.org/berlin

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.